

pas à une lutte impersonnelle entre les marchés ou les groupements de marchés". Voilà ce qu'il a déclaré à la *Controllers Institute of America*.

"En plusieurs vastes domaines économiques, les prix et l'allure des affaires se modifient suivant les décisions des directeurs d'entreprises commerciales qui ont sous leur coupe de puissants moyens de production et une main-d'œuvre nombreuse." Tout le monde se rend compte que les décisions de ces agents exécutifs responsables n'ont guère, depuis le jour de la victoire sur le Japon, contribué à trouver une solution pratique aux problèmes économiques du pays en favorisant une production constante et la prospérité qui en découle.

Voilà, à mon sens, l'état de choses qui existe au Canada. Personne ne peut dire que les sociétés commerciales, au Canada, agissent de façon à assurer une longue période de travail continu et de production intense. En réalité, tous ceux qu'on rencontre s'attendent à une crise économique; d'aucuns croient qu'elle se produira d'ici six mois; d'autres, en moins d'un an et d'autres enfin, avant deux ans. Tout le monde juge cette crise inévitable sous notre régime actuel.

Je vais montrer maintenant ce qui arrive quand on supprime les régies. Le 1er mai 1946, la Commission des prix et du commerce en temps de guerre suspendait sa politique de répartition du papier-journal et de régie des prix sur le marché canadien. On me dit que la suppression de cette régie a eu lieu à la suite d'entretiens avec les fabricants de papier-journal et les éditeurs. En vertu de l'entente conclue, les clients canadiens devaient recevoir des quantités au moins égales aux contingents individuels établis le 1er janvier 1946, soit environ 7 p. 100 de notre production globale ou approximativement 17,500 tonnes sur un total de 247,500 tonnes. Aucune mesure n'était prise en vue de répondre à la demande des nouveaux clients. On m'informe qu'une société coopérative de publication établie dans une ville canadienne, qui compte plus de 10,000 membres et qui désire obtenir du papier-journal en vue de la publication d'un journal, ne peut en obtenir, bien que le Canada en exporte une quantité considérable, soit en réalité toute sa production sauf environ 7 p. 100.

Dans ma ville de Vancouver, on estime à 10,000 le nombre de gens qui ne peuvent se procurer le journal de leur choix, parce que les éditeurs de ce journal ne peuvent obtenir la quantité de papier qui leur permettrait de répondre à leur demande; cependant, le papier-journal ne manque pas, même à Vancouver. Voici ce que disait, au sujet du papier-journal, le président de la *Sun Publishing Company Limited*, de Vancouver (C.-B.), dans le rapport annuel de cette société:

[M. MacInnis.]

La pénurie de papier-journal constitue notre problème le plus grave. Nous estimons à 10,000 le nombre de demandes spontanées d'abonnement au *Sun*. Nous avons graduellement augmenté notre tirage quotidien jusqu'au moment où, à la fin du mois d'août, il nous a fallu le limiter à une moyenne de 125,000 numéros vendus.

Pour me renseigner à ce sujet, j'ai inscrit au *Feuilleton* quatre questions au sujet du papier-journal. Voici les deux dernières:

A-t-on reçu une requête de la part du *Vancouver Sun*, de Vancouver (C.-B.), demandant l'augmentation de sa quote-part à cause de l'accroissement de son tirage? Dans le cas de l'affirmative, quelle mesure a-t-on adoptée?

L'adjoint parlementaire du ministre des Finances m'a répondu:

Le *Vancouver Sun* a demandé l'accroissement de sa quote-part, mais comme le papier-journal n'est plus rationné, il n'a pas été donné suite à sa requête. On l'a avisé simplement qu'il s'agissait d'une question à débattre entre le journal et ses fournisseurs.

En ce qui regarde le papier-journal, les bureaucrates sont disparus de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, mais ils existent ailleurs. On me dit que ceux qui veulent obtenir plus de papier-journal ne s'adressent ni au Gouvernement ni à un député: ils se rendent à Chicago et s'adressent à des gens qui ne sont même pas sujets canadiens.

Passons aux prix. En 1938, le papier-journal se vendait, au Canada, \$44 la tonne. Le prix actuel, à Montréal et à Toronto, est de \$80 la tonne. C'est du moins le prix qui était en vigueur il y a quelques jours; il a peut-être subi une nouvelle hausse. Voici une nouvelle que j'ai lue dans le *Toronto Star*:

Les fabriques de papier-journal du Canada ont annoncé une augmentation extraordinaire de leurs bénéfices nets pour 1946. Dans le cas de onze des vingt et une sociétés dont il s'agit l'augmentation a été de 100 à 265 p. 100 par rapport à 1945.

On déclare plus loin que les perspectives pour 1947 sont sensiblement meilleures que ne l'avaient été celles de 1946. Voilà qui marque un coûteux rétablissement de la libre entreprise.

J'ai ici le texte d'un autre article paru dans le numéro du 26 mars de l'*Ottawa Journal* et transmis de Washington. C'est le compte rendu d'une déclaration que le sénateur Lister Hill a faite à propos d'un communiqué du procureur général adjoint des Etats-Unis dont voici la teneur:

"Depuis plusieurs mois nous enquêtons sur certaines plaintes selon lesquelles des fabricants de papier-journal du Canada se seraient entendus pour restreindre les ventes de ce produit aux Etats-Unis. Ces fabricants, y compris des filiales de sociétés américaines, fournissent aux Etats-Unis environ 80 p. 100 du papier-journal dont ce pays a besoin.